ils pas admirablement le commerce d'épicerie où la nationalité canadienne française domine ?

Il a été d'usage pendant longtemps d'attribuer une des vice-présidences à un canadien français ; pourquoi n'en mettrait-on pas un en nomination pour cette charge cette année ?

Nous espérons que, avant la clôture des nominations, nos compatriotes auront plus d'un candidat sur les rangs.

NOS IMPORTATIONS

Un des journaux français qui font une campagne active pour développer le commerce avec le Canada, le *Journal de la Bonneterie française*, signale à l'attention de ses lecteurs un article d'une revue allemande qui passe en revue le commerce extérieur du Canada au point de vue des nationalités qu'il intéresse. Nous reproduisons cet article qui démontrera à nos commerçants quel cas on fait, en Europe, de leur clientèle :

Ce sont les bons articles courants qui s'importent généralement le mieux au Canada ; ceux d'une qualité tout à fait supérieure ne s'adressent qu'à un petit cercle d'acheteurs. On n'emploie guère au Canada les étoffes très légères si recherchées aux Etats-Unis. Le goût canadien donne la préférence aux couleurs plus simples, mais il subit l'influence de la mode qui varie entre les provinces et de la ville à la campagne.

La Grande-Bretagne fournit de grandes quantités d'articles de coton ordinaires à bon marché ; les fils en viennent presque exclusivement. Les essais d'importations du fil à coudre allemand ont échoué ; l'Allemagne réussit bien, par contre, avec les passementeries, les dentelles, les cols de dentelles et les rubans. On reproche aux rideaux allemands leur défaut d'apprêts ; la Suisse fournit les belles qualités, l'Angleterre les ordinaires, alors que la matière première est souvent d'origine allemande. Les gants, les bas, les chaussettes arrivent surtout d'Allemagne, puis les vêtements de dessous de bonne qualité, ainsi que le bon linge, mais en moindre quantité. La Grande-Bretagne occupe le premier rang pour l'importation des cotons imprimés et des flanelles.

L'industrie canadienne rend impossible des expéditions lucratives de corsets à bas prix ; mais la France et l'Allemagne en envoient

de qualité supérieure et les Etats-Unis fournissent des modèles spéciaux.

Les soieries viennent en majeure partie des dépôts de Londres. L'Allemagne occupe le premier rang pour les articles de fantaisie, les broderies, les gants, les bas, les foulards, ainsi que pour les velours de soie.

La France prend part à l'importation de la majorité des soieries, elle donne le ton pour le goût en général et notamment pour les articles façonnés, puis viennent la Suisse, un peu la Belgique, l'Autriche et les Etats-Unis. Les mouchoirs de soie à bas prix du Japon ont presque absolument évincé l'importation allemande.

Les fourreurs canadiens emploient beaucoup de doublures demi-soie.

L'Allemagne prend une part importante au commerce des articles de lainages de fantaisie et des bonnes étoffes pour vêtements de dames. Les étoffes demi-laine d'Allemagne, ayant de l'apparence, s'importent bien aussi, les peignoirs de même. Le beau drap feutré pour vêtements et le feutre pour doublures se vendent beaucoup, notamment l'article allemand ; le feutre pour couvertures vient des Etats-Unis. Jusqu'ici l'Allemagne l'emporte pour les costumes d'enfants, les manteaux de dames et les jaquettes de bonne qualité ; l'Angleterre qui fournissait déjà la plus grande partie des articles ordinaires, commence à introduire sur le marché des articles de meilleure qualité et à des prix modérés.

La Grande-Bretagne fournit aussi la masse des couvertures bon marché, des coatings, et overcoatings, pour lesquels l'article allemand est à la fois trop bon et trop cher. L'Allemagne lutte avec l'Angleterre, la Suisse et la France pour les vêtements de dessous et les bas. Les fils de laine allemands sont très appréciés, ceux de France aussi ; c'est la Grande-Bretagne qui fournit la consommation des fils bon marché. On fabrique au Canada même beaucoup de tapis à bas prix, mais l'industrie nationale est loin de suffire aux demandes et c'est l'Angleterre qui comble presque toute la différence.

Cette dernière livre les toiles communes, l'Allemagne envoie quelques bonnes sortes de nappes, de serviettes et de draps.

Nous rappelons à nos abonnés que le prix de l'abonnement est strictement payable d'avance.

LA PULPE DE BOIS

M. Lefebvre, qui a su faire autour de son étude sur la pulpe de bois un bruit considérable, par une publicité admirablement entendue, paraît avoir laissé dans un certain public l'impression que, malgré tout, il serait avantageux pour le pays d'imposer un droit différentiel sur le bois de pulpe, en faveur du bois destiné à être travaillé au Canada. A Québec, M. Joly de Lotbinière s'est fait l'écho de tous les partisans de la conservation de nos forêts ; il a écrit aux journaux de la capitale une longue lettre où il démontre avec quelle rapidité les Américains, pour conserver les restes de leurs forêts, vont dépeuiller les nôtres de leurs plus précieuses essences. Et, ce n'est pas seulement sur le bois de pulpe qu'il voudrait voir imposer un droit différentiel, mais sur tout le bois en général.

M. Joly de Lotbinière est logique et pratique, tandis que ceux qui ne songent qu'au bois de pulpe ne sont ni l'un ni l'autre.

Examinons un peu la situation et voyons quel serait l'effet de l'imposition d'un droit de coupe différentiel sur le bois de pulpe destiné à l'exportation. Nous avons déjà démontré, en citant les textes, que le premier effet serait de faire retomber nos exportations de bois aux Etats-Unis sous le régime du tarif McKinley. Qu'à cela ne tienne, diront peut-être quelques-uns ; ce sera encore mieux pour nous puisque nos forêts nous seront conservées plus longtemps.

Malheureusement, le tarif McKinley ne se prête pas à cette illusion. Sous ce tarif, les bois en grume, les billots étaient admis en franchise ; les droits ne portaient que sur les bois sciés. Il permettait aux Américains de couper des billots sur toutes les rivières canadiennes qui ont leur source dans les grands lacs, pour les transporter ensuite à leurs scieries, aux Etats-Unis, où ces billots étaient convertis en mardriers, en planches, en bois de charpente etc. Le tarif McKinley laissait entrer notre bois en franchise, mais il mettait un impôt sur le travail des ouvriers canadiens.

Aujourd'hui que le bois scié est aussi admis en franchise, nos pouvoirs d'eau, notre main-d'œuvre, vont être utilisés, parcequ'ils coûtent moins cher, et cela sera toujours autant de pris pour nous. Imposons un droit différentiel sur le bois de pulpe, et notre bois continuera à être exporté aux Etats-